

## **Impact de Crédits bancaires dans la vie socio-économique de ses bénéficiaires cas de la PAIDEK S.A Goma Nord-Kivu/RDC**

**Dunia Mastaki Jean**

**Citation :** Dunia Mastaki Jean (2022) Impact de Crédits bancaires dans la vie socio-économique de ses bénéficiaires cas de la PAIDEK S.A Goma Nord-Kivu/RDC, *European Journal of Accounting, Auditing and Finance Research*, Vol.10, No. 10, pp.55-74

**RESUME :** *L'une des missions des institutions de micro finances est de promouvoir les conditions de vie de leurs membres en utilisant l'épargne que les banques affectent aux besoins de crédit surtout à la population à faible revenu. Il serait important que la politique de crédit soit bien étudiée par les IMF d'autant plus que celle –ci constitue l'une des sources de développement du pays. Nous avons voulu voir si les services de micro finances offert par PAIDEK sont accessibles aux peuples de Goma qui n'ont pas accès aux services financiers des banques commerciales et vérifier si les crédits octroyés aux membres de PAIDEK contribuent à l'amélioration des conditions de vie de ses membres bénéficiaires. Pour essayer de vérifier nos hypothèses, nous avons fait recours aux méthodes et techniques basées sur l'observation, la statistique, la documentation et le questionnaire. Pour y parvenir nous avons administré un questionnaire d'enquête à 90 membres de PAIDEK S.A. Agence de Goma. Les résultats ont révélé que 91,1% des enquêtes apprécie les services rendus par PAIDEK et 96,7% enquêtes atteste leur satisfaction sur le plan socio-économique. Sur base de ses résultats nous pouvons affirmer que la contribution de crédit a été significative*

**MOTS CLE :** Microfinance et vie socio-économique

### **INTRODUCTION GENERALE**

#### **Informations générales de la Recherche**

Pour mieux aborder ce sujet, il convient de s'appuyer sur les idées de certains auteurs qui ont orienté leurs réflexions sur le même domaine de recherche que nous ; nous citons à titre exemplatif : Bob KAMABALE KIGHOMA, il a mis une liaison entre la micro finance et le secteur informel. Entant que manager, l'auteur met en profit ses 15ans d'expérience pour remonter le débat haut sur les critique et les impacts de la micro finance. Il soulève les enjeux du marché financier des IMF qui font la stratégie de « Up Scalling » et la Banque classique qui revienne avec la stratégie « Down scalling ». En plus, l'auteur présente une illustration pédagogique d'analyse financière d'une entité finançable par les IMF<sup>1</sup>.

Clara ATALLAH, étudie la situation du microcrédit aujourd'hui au Maroc : sa situation par rapport aux pays de la région, ses spécificités, son "état de santé", ses points forts, ainsi

<sup>1</sup> B. KAMBALE KIGHOMA, *La passion du métier de finance inclusive. « L'expérience du professionnel de la microfinance »*, éditions Universitaires Européennes, 2020

que ses failles, et la problématique d'évolution institutionnelle auxquelles il est confronté, son impact et finalement, les pistes d'amélioration du secteur<sup>2</sup>

Craig Churchill et Dan COSTER, vont mettre en place un Manuel destiné principalement aux Directeurs des IMF et aux membres des Conseils d'Administration, qui sont responsables de la santé financière des institutions de micro finance. Les chefs de projets de CARE du secteur de Développement de Petites Activités Economiques (DPAE) et leurs superviseurs, les auditeurs internes et externes, de même que les évaluateurs de projet devraient également trouver ce manuel bien utile pour leurs missions respectives<sup>3</sup>. Micro Rate, met en relief 14 définitions les plus utilisées publiées par le Groupe de la Table Ronde et illustre la manière dont elles sont utilisées. Il fournit certaines explications et analyses des indicateurs pour ceux qui sont intéressés de comprendre leur utilisation ou leurs faiblesses. Pour chaque indicateur, le Guide présente une proposition de définition, en interprétant la signification, identifiant les pièges potentiels dans son utilisation, et fournissant les valeurs de benchmark de 29 institutions de micro finance latino-américaines établies par Micro Rate<sup>4</sup>.

Muhammad Yunus et Alain Jolis, pour eux, les spécialistes de la lutte contre la pauvreté continuent d'affirmer que la formation est le préalable indispensable à toute ascension sociale. Ils pensaient qu'en 2050, grâce à la formation, le monde serait sorti de la pauvreté. Le mot pauvreté n'aura plus aucune signification, mais seulement un intérêt historique<sup>5</sup>.

Pour Sébastien BOYE, Jérémy HAJEDENBERG et Christine POURSAT, de nombreux acteurs, au Nord comme au Sud, s'interrogent aujourd'hui sur l'efficacité de l'aide au développement. La micro finance se trouve être l'un des rares secteurs du développement où l'on dispose d'outils concrets permettant d'estimer la viabilité des programmes et, dans une certaine mesure, l'impact économique et social des projets menés. Les acteurs de la micro finance se sont engagés en faveur d'une plus grande transparence des résultats obtenus. Les « notations » permettant d'estimer la viabilité et la solidité des IMF se sont multipliées, et leurs résultats sont pour la grande majorité publiés et accessibles. Sur ce plan, la micro finance joue clairement un rôle pionnier<sup>6</sup>.

Ensuite, ils estiment que la micro finance est enfin l'un des tout premiers domaines du développement où l'on peut parler de coordination des bailleurs de fonds, ces derniers allant jusqu'à accepter une « revue » de leurs activités de micro finance par leurs pairs.

---

<sup>2</sup> C. ATALLAH, *Microfinance : Quelques perspectives de développements pour les IMF*. Cas du Maroc, Mémoire de recherche – cycle Grande Ecole, Mai 2009

<sup>3</sup> C. Churchill et D. COSTER, *Manuel de Gestion des risques en Microfinance*, care, 2001

<sup>4</sup> MicroRate, indicateurs de performance pour les institutions microfinance, Guide technique, 2<sup>e</sup> édition, Washington D.C, 2003

<sup>5</sup> Y. Muhammad et A. Jolis, *un monde sans pauvreté « les banquiers des pauvres »* Paris, cedex 06, 2007. p339

<sup>6</sup> S. BOYE et Alli., *le guide de microfinance, microcrédit et épargne pour développement*, édition d'organisation, Parix 2006

NIZAR LAARIF, dans son mémoire de maîtrise intitulé « Les déterminants des taux d'intérêt en micro finance : le cas de l'Afrique subsaharienne » estime que les institutions de micro finance se trouvent en contradiction entre leurs objectifs principaux à savoir la pérennité financière et la réduction de la pauvreté. Son travail a essayé de traiter cette problématique sous l'angle des taux d'intérêt. En d'autres termes, son objectif principal était celui d'analyser les différentes variables qui affectent la fixation des taux d'intérêt chez les institutions de micro finance (IMF) en Afrique subsaharienne<sup>7</sup>.

SANDRA KENDO, s'intéresse à la consolidation de l'industrie de la Micro finance, avec comme principal but ; l'amélioration de l'inclusion financière des pauvres. Il a examiné les secteurs de micro finance en identifiant les motifs de la consolidation et en évaluant les formes de consolidation en micro finance<sup>8</sup>.

Pour ZAIED MAHER, l'objectif des IMF est d'atteindre la meilleure performance possible ; ce qui peut être réalisé lorsqu'elles peuvent concilier deux exigences : la performance sociale (PS) en réduisant la pauvreté et la performance financière (PF) en assurant une rentabilité durable. Cependant, ces deux exigences soulèvent un débat entre deux écoles de pensée opposée : les welfarists font valoir l'exigence sociale de cibler les plus pauvres et d'améliorer leurs conditions de vie, et les institutionnalistes défendent l'exigence économique de la rentabilité et l'utilité de l'institution<sup>9</sup>.

Pour notre part, ce travail se démarque des autres dans la mesure où il met un accent sur l'appréciation de l'efficacité de l'Institution de micro finance PAIDEK ainsi que la formulation des stratégies pour l'accroissement du niveau de satisfaction de ses clients dans la ville de Goma en République Démocratique du Congo.

## PROBLEMATIQUE

La recherche de cadre réglementaire adapté à l'activité de micro finance a amené les autorités de réglementation et de régulation à créer des nouvelles catégories d'intermédiaires financiers afin de ne pas freiner l'extension du secteur financier aux populations exclues du système bancaire formel. Pour l'ensemble, cette population exclue mène une vie de pauvreté élevée et dont la micro finance doit relever. Pour la République Démocratique Congo, l'instabilité politique, économique et militaire a rendu impossible depuis 15 ans le développement d'une micro finance de masse, comparable à celle d'autres pays d'Afrique francophone comme le Mali et le Sénégal<sup>10</sup>. Pour autant, dans la mesure où tout est à construire ou à reconstruire dans ce pays qui ne semble pas marqué par une très forte tradition mutualiste, le choix d'une micro finance purement mutualiste n'est pas apparu probant.

Une réforme intervenu en février 2005 clarifie la situation, en rebâtissant « les caisses de micro finance » en « caisses de microcrédit » qui réalisent désormais leurs opérations avec une clientèle. Les institutions

<sup>7</sup> N. LAARIF, *Les déterminants de taux d'intérêt en microfinance* ; le cas de l'Afrique subsaharienne, Mémoire présentée à l'Université de Québec Novembre 2011

<sup>8</sup> S. KENDO, *La consolidation en microfinance : le cas africain*, thèse pour le doctorat ès sciences économique, Université de LORRAINE, décembre 2014

<sup>9</sup> Z. MAHER, *La microfinance entre la performance sociale et la PF ; Analyse théorique et emprunt*, thèse de Doctorat, Université de Sousse/TUNISIE 2018-2019

<sup>10</sup> L. LHERIAU, *Précis de réglementation de la microfinance*, Cedex, Paris, 2009, P. 65

de micro finance non mutualistes se retrouvent ainsi classées en 3 niveaux selon leurs activités : caisses de microcrédit, l'entreprise de micro finance et Société de micro finance. La micro finance poursuit donc l'objectif ultime et noble de réduction de la pauvreté, car l'accès au crédit à petite échelle ainsi qu'à une épargne facilitée peut avoir un effet profond sur les conditions de vie des pauvres qui pourront voir leurs revenus et leurs épargnes augmentées, la possibilité d'accès aux services de santé et d'éducation accrue et leur participation à la vie économique, sociale et politique devient plus confiante.

Néanmoins, la micro finance fait l'objet de débat comme méthodologie pertinente pour le financement de développement. Elle semble particulièrement indiquée pour une meilleure stratégie du développement rural intégré et de lutte contre la pauvreté urbaine. C'est ainsi que pour Muhammad YUNUS, la Grameen Bank, Institution de micro finance tirée comme référence, devait aider les pauvres à sortir de leur pauvreté<sup>11</sup>.

Malheureusement, pour la ville de Goma comme partout en République Démocratique Congo, une évaluation consistant à observer l'évolution des revenus des emprunteurs et à regarder la proportion de ceux qui franchissent le seuil de la pauvreté ne renseigne en rien sur l'impact du projet de micro finance. Au cours des années 2010 – 2020, beaucoup de coopératives d'épargne et de crédit, de mutuelles d'entraide, d'épargne et de crédit, d'associations villageoises de crédits ont fini par fermer leurs portes dans la ville de Goma et les épargnants n'ont pas su comment se comporter.

Face à cette situation, notre étude veut savoir si l'Institution de Micro finance PAIDEK est restée efficace dans la ville Goma pendant la période allant de 2015 à 2020. A cette question majeure se dégagent deux autres questions spécifiques suivantes :

- ❖ Quelle est l'appréciation des clients de l'IMF PAIDEK face à la collecte de l'épargne de public et l'octroi des crédits à ses clients de la ville de Goma ?
- ❖ Quel est l'impact de l'IMF PAIDEK sur le bien-être de ses clients de la ville de Goma ?

## **CADRE THEORIQUE**

### **THEORIE DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE**

L'idée de l'intermédiation financière a été développée par les théoriciens de développement dont, Gurley, Shaw, Goldsmith et d'autres. D'après la théorie de Gurley et Shaw, le financement d'une économie peut s'opérer soit :

- Sur ressources propres ou autofinancement.
- Sur appel aux fonds extérieurs.

Dans ce dernier cas les agents économiques disposent de deux techniques pour obtenir des ressources, la première est d'émettre des actions et des obligations sur le marché financier (désintermédiation), la

---

<sup>11</sup> Y. Muhammad, *un monde sans pauvreté « les banquiers des pauvres »* Paris, cedex 06, 2007, p69

deuxième est d'emprunter auprès des intermédiaires bancaires ou non bancaires (intermédiation).

A travers les pionniers de l'intermédiation, Thiam (1992) montre que l'impact des facteurs financiers dans les activités d'intermédiation financière fait l'objet d'un débat dans les littératures économiques et financières. Les auteurs tels que Gurley et Shaw ont largement contribué à l'avancement des travaux sur l'approche théorique de l'implication des phénomènes monétaires et financiers dans les activités bancaires. Avant les travaux de Gurley et Shaw (1960), dans leur étude intitulée « Money in a theory of finance », la théorie bancaire dans son ensemble faisait toujours la distinction entre les banques, les compagnies d'assurances et certaines institutions financières. S'il existe des dissemblances entre ces entités financières (banque, compagnie d'assurance et institutions financières), la nouvelle théorie bancaire est parvenue à les regrouper autour d'une seule activité : l'intermédiation financière.

Pour Gurley et Shaw qui ont proposé le cadre conceptuel de l'intermédiation financière, (en faisant la distinction entre financement primaire, ou direct, et financement secondaire, ou indirect) il ne faut pas distinguer les intermédiaires financiers bancaires et les intermédiaires financiers non bancaires, du fait que leur rôle est le même. L'intermédiation financière est unique dans l'achat de dette primaire (crédits, titres) et l'émission de dette secondaire (quasi-monnaie, monnaie). Les caractéristiques principales de l'intermédiation se manifestent par la présence d'un tiers dans un environnement où les désirs d'emprunt et de prêt sont incompatibles dans leurs formes. Les intermédiaires financiers s'interposent entre les agents économiques en ajustant l'offre de capitaux à la demande entre les agents à capacité de financement (prêteurs) et les agents à besoin de financement (emprunteurs) dans le cadre épargne-investissement. L'analyse des déséquilibres qui se manifestent dans les comptes individuels des agents économiques dans le système financier, donne une meilleure lecture et une bonne appréhension du concept d'intermédiation financière. Les agents économiques, dans leurs activités habituelles, ont des excédents ou des déficits dans l'équilibre de leur compte. Les agents excédentaires ayant une capacité de financement importante cherchent des emplois pour le solde positif de leurs revenus sur leurs dépenses.

Cependant, les agents déficitaires cherchent des moyens de financement pour effectuer des investissements qui dépassent leurs moyens financiers. Il est donc clair que l'intermédiation financière contribue non seulement à mettre en contact, mais encore à coïncider ces offres et demandes de financement. Le prêteur cherche le placement le plus liquide possible, de rendement anticipé maximum pour un risque de non recouvrement donné et un risque minimum pour une rentabilité donnée. Les intermédiaires financiers bénéficient par ailleurs des coûts de transaction modérés du fait des économies d'échelle réalisées dans la collecte des dépôts et la distribution des crédits. Les intermédiaires financiers sont moins exposés que les prêteurs privés aux asymétries d'information qui font que l'emprunteur soit toujours plus renseigné sur sa situation que le prêteur.

## **LES PRINCIPES DE LA MICROFINANCE**

### **La protection des populations pauvres contre des pratiques abusives d'octroi crédit**

Il est établi qu'en matière de micro-finance, les coûts de gestion de la multitude de petits prêts se révèlent très importants, ce qui oblige les IMF à appliquer un taux d'intérêt généralement plus élevé que celui du secteur bancaire. En effet, en proportion des montants des transactions concernées, les coûts unitaires de

traitement des dossiers apparaissent relativement élevés. En pratique, les agents de l'IMF doivent rendre une ou plusieurs visites au client à son domicile ou sur son lieu de travail, évaluer sa solvabilité sur la base d'entretiens avec la famille, le voisinage, et une fois le prêt accordé, effectuer un suivi rapproché et fréquent par le biais de visites complémentaires pour renforcer la culture de remboursement.

Cependant, l'expérience a montré que les clients sont prêts à payer des taux d'intérêt assez élevés pour s'assurer un accès permanent au crédit. En effet, en règle générale, le retour sur les investissements réalisés grâce au financement obtenu peut s'avérer bien supérieur au taux d'intérêt du crédit. De toute façon, ces bénéficiaires considèrent que les éventuelles solutions de rechange (recours aux prêteurs sur gages, usuriers du secteur informel...) sont encore plus pénalisantes pour eux, en raison de taux d'intérêt débiteurs encore plus élevés.

Pour prévenir néanmoins d'éventuels cas de surendettement consécutifs à des taux d'intérêt excessifs et plus généralement de pratiques de crédit abusives, des initiatives de protection des clients des IMF se sont multipliées. Elles visent, pour l'essentiel, à sensibiliser les acteurs de la micro-finance et à établir des principes de bonnes pratiques en matière de protection des clients : transparence des conditions de prêt, interdictions de certaines pratiques, mécanismes de recours en cas de litiges, éducation des consommateurs/usagers des IMF, etc.

De même, ces initiatives prouvent la mesure et la publication régulière des performances sociales des IMF, notamment leur engagement à fournir des services financiers de qualité et adaptés à la situation de leurs clients. L'institution doit se concentrer sur le manche spécialisé qui définit sa mission sociale.<sup>12</sup>

### **L'appui à la pérennisation des activités initiées par les groupes sociaux fragiles**

La pérennité fait référence à la capacité d'inscrire les activités initiées par les groupes sociaux fragiles dans le long terme en leur assurant une offre durable de services financiers adaptés à leurs besoins et moyens. La pérennité, en particulier financière, n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour atteindre le maximum de clients. Si les IMF sont dépendantes des fonds publics ou de bailleurs internationaux, limités par définition, elles risquent de ne pas pouvoir garantir un accès continu à leurs services et d'être réduites à ne pouvoir servir qu'un nombre limité des clients.

Il s'y ajoute que souvent, les gouvernements et les agences de coopération souhaitent utiliser la micro-finance comme un outil de résolution de divers problèmes sociaux. C'est en particulier le cas par exemple pour les victimes d'inondations ou d'autres catastrophes naturelles, les réfugiés fuyant les conflits, les nouveaux diplômés issus de formations professionnelles, les chômeurs, etc. Cependant, l'expérience montre que les programmes de microcrédit conçus pour ce type de situation fonctionnent assez rarement. Ils enregistrent le plus souvent des taux d'impayés ou de non remboursement très élevés. En effet, l'utilisation dirigée de la micro-finance pour résoudre des défis de développement dans des situations où la base de la subsistance des populations est détruite ou très précaire, a rarement été un succès.

---

<sup>12</sup> A. Campion et C. Frankiewicz, Guide de la gouvernance efficace des institutions de microfinance, Réseau Microfinance, 1999, p 49



Seulement, l'expérience a aussi montré qu'il n'y avait pas d'incompatibilité entre l'atteinte de la rentabilité financière et le ciblage des clients pauvres. A cet égard, le microcrédit se révèle utile pour ceux qui ont identifié une opportunité économique et sont en situation de la faire fructifier, pourvu qu'ils aient la possibilité de se procurer une petite somme d'argent au moment opportun.

Il apparaît ainsi que les gouvernements ont un rôle important à jouer dans le développement du secteur de la micro-finance au plan national. Pour être efficace, cet appui devrait principalement passer par l'établissement d'un environnement légal et réglementaire favorable. Une telle action devrait être conçue et réalisée en concertation avec l'ensemble des autres acteurs, et aboutir à la définition et à l'adoption d'une politique sectorielle (ou stratégie nationale) de micro-finance.

### **L'aide à l'autopromotion des couches sociales vulnérables**

L'expérience montre que la micro-finance peut aider les pauvres à augmenter leur revenu, créer des entreprises viables et sortir ainsi de la pauvreté. Elle peut également constituer un puissant instrument d'émancipation en permettant aux pauvres, en particulier aux femmes, de devenir des agents économiques du changement. En effet, en donnant accès à des services financiers diversifiés, adaptés et accessibles en termes de coût, la micro-finance joue un rôle important dans la lutte contre les nombreuses dimensions de la pauvreté. Par exemple, les revenus générés par une activité, non seulement permettent à cette activité de se développer mais ils contribuent également au revenu du ménage, et par là même à la sécurité alimentaire, à l'éducation des enfants, à la prise en charge des soins de santé etc.

Il est paradoxalement vrai que les pauvres épargnent en permanence, même si cette épargne prend des formes moins « courantes » que le numéraire : bijoux en or, animaux domestiques, matériaux de construction, etc. Il s'agit assez souvent d'une épargne de précaution destinée à faire face aux événements imprévus ou récurrents qui nécessitent une somme d'argent urgente : maladie, frais de scolarité, travaux d'agrandissement de l'habitat, funérailles, etc.

Cette épargne étant rarement conservée dans des instruments financiers, il est indispensable que les IMF proposent à ces catégories sociales fragiles, des produits d'épargne souples et liquides et adaptés à leur cycle de trésorerie, en raison même du caractère irrégulier de leurs revenus. Ce qui importe en définitif pour une institution de micro-finance, c'est de définir sa cible et de se donner les moyens d'atteindre les résultats.<sup>13</sup>

## **LA MICROFINANCE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

### **HISTORIQUE**

La micro-finance en République Démocratique du CONGO a réussi à aider les pauvres sans les rendre dépendants. La lutte contre la pauvreté n'a pas besoin de charité : il suffit de créer les bonnes opportunités que les pauvres sauront saisir. Ce message est très séduisant. Il met en avant la richesse humaine cachée et les opportunités pour ces personnes. Ce qui constitue la base fondamentale de la création des institutions de micro-finance en République Démocratique du Congo. Depuis l'époque coloniale les événements se sont succédés de la manière suivante :

---

<sup>13</sup> S. Boyé et Al, Op. Cit. p 105

Selon la littérature (BCC, 2005, Mpereboye ,2005), de 1908 à 1947, le système financier colonial servait exclusivement t les sociétés concessionnaires et les classes moyennes constituées en majorité par les étrangers blancs. C'est seulement à partir de 1947 que le pouvoir colonial a développé des mécanismes d'accès aux services financiers d'une minorité d'indigènes appelés « évolués ». Ces dispositifs ou organisations initiées et financées par l'Etat colonial offraient essentiellement trois produits de crédit : le crédit immobilier, le crédit agricole, le crédit immobilier de "fonds d'avance"<sup>14</sup>.

L'évolution du nombre de comptes ouvert par les congolais entre 1951 et 1955, passant de 35 627 à 367 504 avec un accroissement témoigne de l'intérêt que les indigènes ont manifesté de plus en plus au service financiers. En dépit de cette croissance des comptes, les chiffres reflètent le niveau d'exclusion des classes inférieurs de la population indigène qui ne pouvaient épargner faute de revenus, et donc non éligibles aux crédits.

Entre 1960 et 1970, l'offre des services financiers aux populations congolaises n'as pas pu connu l'évolution significative. A part la modification des dénominations, le nouveau pouvoir n'a pas apporté d'innovation à ces structures qui étaient plus accessibles aux évolués.

En 1994, en pleine instabilité politique et économique et malgré la défaillance du système financier officiel et populaire, la Banque Internationale de crédit (BIC) s'est installée à Kishasa et ouvert des agences dans le Bas-Congo et au Nord-Kivu. Elle est la première à se passionner sur le marché de la micro finance par une politique innovatrice de proximité (porte à porte, et du banquier vers la clientèle) et de petits crédits octroyés aux petites entreprises.

Au cours de la période de 2000 à 2011, l'offre de services financiers en RDC, selon une approche institutionnaliste, est assurée par trois grandes catégories d'institutions formelles. Il s'agit des coopératives ou mutuelles d'épargne et crédit, IMF et les banques commerciales<sup>15</sup>.

### **Le cadre institutionnel, législatif et réglementaire de la micro-finance en République Démocratique du Congo<sup>16</sup>**

Depuis 2002 le cadre dans lequel s'exerce l'activité des institutions de micro-finance (IMF) est organisé autour des dispositions légales et réglementaires bien précises dont certaines sont :

La Loi n° 005/2002 du 7 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo ;

La Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ;

La Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit ;

La Réglementation sur les activités et le contrôle des institutions de micro-finance en RD. Congo du 12 Septembre 2003 ;

<sup>14</sup> B. KAMBALE MBAKUL'IRAH, *Exclusion financière des pauvres en Afrique ; cas de la République Démocratique du Congo*, éditions Universitaires Européennes, 2015, p99

<sup>15</sup> B. KAMBALE MBAKUL'IRAH. Op. Cit, p106

<sup>16</sup> Interview accordée à Adrien INEZA, Agent de la Banque Centrale du Congo, Bureau de Goma, en date du 17 juin, 2020.



Instruction N° 004 aux coopératives d'épargne et de crédit et aux institutions de micro-finance relatives aux indicateurs de performance du 14 Avril 2012 ;

La micro finance en République Démocratique du Congo : Cadre légal, réglementaire et institutionnel ; Article juridique publiée le 20/05/2012, Auteur : YAV et ASSOCIATES ;

Instruction N° 0011 Relative au fonctionnement d'une Faïtière du 18 janvier 2013 ;

Instruction n° 005 aux coopératives d'épargne et de crédit et aux institutions de micro finance relative au financement des immobilisations, le 14 Avril 2012

Instruction n° 007 aux coopératives d'épargne et de crédit et aux institutions de micro finance relative à la gouvernance, le 14 Avril 2012

Instruction n° 008 relative à l'organisation du contrôle interne du plan comptable des coopératives d'épargne et de crédit et des institutions de micro finance (PCCI), le 14 Avril instruction n° 002 relative aux normes prudentielles des coopératives d'épargne et de crédit ainsi que des institutions de micro finance, le 14 Avril 2012 des coopératives d'épargne et de crédit et des institutions de micro finance, le 14 Avril 2012

Instruction n° 009 aux coopératives d'épargne et de crédit et aux institutions de micro finance relative à la transmission des situations périodiques, le 14 Avril 2012

Instruction n° 0010 relative à la fixation du capital minimum des institutions de micro finance

Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, le 02 février 2002

Loi fixant les règles relatives à l'activité de la micro finance en République Démocratique du Congo, le 15 septembre 2011

Loi n°005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la banque centrale du Congo, le 7 mai 2002

Les principaux objectifs poursuivis par les autorités de tutelles, à travers la loi et les instructions, concernent :

La protection des déposants,

La sécurité des opérations,

La recherche d'autonomie financière des IMF,

L'intégration de la finance informelle dans le cadre légal.

Ce cadre juridique s'adresse à l'ensemble des IMF. L'obtention de l'agrément leur confère en effet la personnalité morale en contrepartie duquel elles sont tenues de communiquer un ensemble d'informations et de se soumettre au contrôle ainsi qu'aux règles prudentielles des autorités.

Les instructions de la Banque Centrale du Congo définissent les normes requises pour l'établissement des états financiers et des ratios prudentiels à l'attention des IMF exerçant leurs activités en République Démocratique du Congo.

Ces instructions sont accompagnées d'un modèle (document type) de règlement intérieur qui encadre la rédaction, par chaque IMF, du sien propre.

Afin de faciliter l'utilisation par les intervenants du règlement intérieur tout en respectant l'autonomie des institutions, certains articles du règlement intérieur sont rédigés de façon à ce que les membres de l'institution n'aient qu'à compléter le texte proposé.

Toutefois, il va de soi qu'aucune des dispositions du règlement intérieur ne peut aller à l'encontre des dispositions de la loi et de son décret d'application.

Sur la base des statistiques disponibles à la Banque Centrale du Congo et qui remontent au dernier recensement dans le secteur, on dénombrait beaucoup d'institutions de micro-finance reconnues par la tutelle mais qui fonctionnent difficilement.

D'autres formes traditionnelles d'intermédiation financière telles que les « tontines et les Associations Villageoises de crédit, AVC en sigle » restent très actives en RD. Congo et plus spécialement dans la ville de GOMA.

## APPROCHE METHODOLOGIQUE

### Cadre du travail

Notre milieu d'étude c'est la ville de Goma qui compte à son sein deux communes, Karisimbi et Goma où nous avons localisé les clients de l'IMF PAIDEK.

### Type de recherche

Notre étude est descriptive. Elle consiste à décrire les aspects liés à l'efficacité de l'IMF PAIDEK dans la ville de Goma et à formuler les stratégies pouvant conduire à l'accroissement du niveau de satisfaction de ses clients.

### Population d'étude et choix de l'échantillon

Population d'étude :

Notre population d'étude est constituée par tous les clients de l'IMF PAIDEK évalués à 11.700 personnes vivant dans les deux communes de la ville de Goma au 31 Octobre 2021..

Choix de l'échantillon :

Notre échantillon du type aléatoire a été tiré sur base de la formule statistique suivante :

$$n = \frac{\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2}}{1 + \left(\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2 N}\right)} \quad \begin{array}{l} z = 95 \% = 1,96 \\ p = 0,5 \end{array}$$

$$e = 0,05 \text{ ou } 5 \%$$

n : Taille de l'échantillon

p : Proportion estimée de la population qui présente la caractéristique

e : Marge d'erreur (généralement 5%)

z : Niveau de confiance

$$n = 11700$$

$$n = \frac{\frac{1,96^2 \times 0,5(1-0,5)}{0,05^2}}{1 + \frac{1,96^2 \times 0,5(1-0,5)}{0,05^2 \times 11700}} \Rightarrow \frac{\frac{3,8416 \times 0,5 \times 0,5}{0,0025}}{0,9604} = \frac{384,16}{4,25} = 90,39 \approx 90$$

Ainsi, la taille de l'échantillon est de 90 clients tirés sur une population de 11.700 personnes.

Tous les 90 protocoles lancés sur terrain ayant été retournés avec des réponses, la mortalité expérimentale est de 0%.

### **Recrutement et formation des enquêteurs**

Nous avons exécuté notre enquête pendant deux jours ouvrables après la formation d'une journée pour cinq enquêteurs recrutés parmi les chefs de groupes solidaires. La formation a portée sur les objectifs de l'enquête et la compréhension du questionnaire.

### **Collecte des données**

Pour collecter les données fiables, nous avons réalisé une pré-enquête auprès des quelques clients membres de l'IMF PAIDEK avant l'enquête proprement dit auprès de 90 enquêtés. Les protocoles ont été lancés sur terrain par les cinq enquêteurs sous notre supervision et les données étaient collectées sur place.

### **Méthodes et techniques de collecte des données**

Tout travail scientifique exige l'usage des méthodes et des techniques appropriées. La méthode étant la voie par excellence imposée aux différentes démarches devant aboutir à une fin donnée nous avons été amenés à utiliser les méthodes et les techniques suivantes pour notre étude :

### **METHODES**

Dans le cadre de notre travail portant sur l'efficacité des institutions de micro finance en République Démocratique du Congo, cas de l'IMF PAIDEK, les méthodes suivantes ont été utilisées :

➤ La méthode descriptive

Elle nous a permis de décrire tous les aspects relatifs à notre sujet de recherche.

➤ La méthode historique

Avec cette méthode, nous nous sommes rendus compte de la progression et de la régression des clients au sein de l'IMFPAIDEK selon les différentes périodes et du degré de leur satisfaction après leur adhésion. De même, il a été question de mettre en considération certaines données historiques.

➤ La méthode statistique

Elle nous a permis de regrouper les données recueillies auprès des clients, les interpréter et les présenter sous formes des tableaux et graphiques pour les rendre plus communicables aux lecteurs.

➤ La méthode analytique

La méthode analytique nous a permis de faire la décomposition des données constitutives de notre sujet de recherche afin d'en savoir les attitudes et les perceptions des clients de l'IMF PAIDEK.

### **Techniques**

Pour collecter les données relatives à notre étude nous avons fait recours aux techniques ci-après :

➤ L'observation libre

Elle a consisté à choisir systématiquement les sujets d'étude, à les observer et à enregistrer leurs caractéristiques et leurs comportements par rapport aux paramètres choisis.

➤ Technique d'échantillonnage

Par cette technique nous avons tiré un échantillon de 90 clients.

➤ Technique d'interview

Elle nous a permis d'organiser les échanges avec les agents non seulement de la Banque Centrale du Congo mais aussi de l'IMF PAIDEK ainsi que ses clients en vue d'obtenir les informations nécessaires en rapport avec l'objet de notre recherche.

➤ **Analyse documentaire**

Cette technique nous a permis d'entrer en contact avec les ouvrages, les thèses et mémoires, les revues, les rapports divers et d'autres documents qui ont traités de notre domaine de recherche en vue d'atteindre l'idéale de notre étude.

➤ **Technique de questionnaire**

Par cette technique, nous avons administré les questionnaires à notre échantillon en vue d'obtenir les informations nécessaires pour réaliser ce travail.

## **ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES**

### **Données démographiques**

Ici, nous allons établir la relation selon l'âge et le sexe de nos enquêtées.

#### **Nombre des bénéficiaires par âge et sexe**

Les bénéficiaires de la micro finance PAIDEKS.A. agence de Goma sont des différents âges et des sexes différents. Le tableau suivant nous montre la catégorie d'âge et de sexe de bénéficiaire de crédit.

Le tableau ci-dessous nous donne les résultats suivants;

Tableau n°1: Effectif des enquêtés selon l'âge et le sexe

Sexe Age	Féminin	Masculin	Total	Tot en %
18-30	22	16	38	42%
31-40	14	4	18	20%
41-50	9	5	14	16%
51-60	7	4	11	12%
61 et plus	6	3	9	10%
Total	58	32	90	100%
Total en %	64%	36%	100%	

**Source : Résultat de notre enquête, Octobre 2021**

Le tableau n°1 nous montre bien que la majorité de nos enquêtées est du sexe féminin qui nous donne un nombre de 58 personnes sur 90 enquêtées soit 64% et 32 personnes du sexe masculin soit 36% du nombre total des enquêtées. Quant à l'âge des clients de la micro finance, on constate que la majorité est comprise entre 18 et 30 ans. Cette concentration regroupe 38 personnes dont 22 du sexe féminin et 16 personnes du sexe masculin. Cela est justifié par le fait que les membres de la micro finance PAIDEK sa /Goma est à majorité du sexe féminin.

**Répartition des enquêtées selon l'âge et l'état civil**

Comme nous allons le voir dans le tableau suivant, les clients de l'institution de la micro finance PAIDEK sa /Goma ne sont pas tous de même état civil ni même âge. Le tableau ci-dessous nous montre leur effectif selon leur âge et leur état civil.

Tableau n°5: Effectif des enquêtées selon l'âge et l'état civil

Etat civil Age	Célibataire	Marié(e)	Divorcé(e)	Veuf (ve)	Total	Total en %
18-30	20	14	4	0	38	42%
31-40	4	11	2	1	18	20%
41-50	0	12	1	1	14	16%
51-60	1	4	4	2	11	12%
61 et plus	0	5	0	4	9	10%
Total	25	46	11	8	90	100%
Tot. en %	28%	51%	12%	9%	100%	

**Source : Résultat de notre enquête octobre 2021**

Le tableau n°2 nous montre que 38 personnes soit 42% ont l'âge compris entre 18 et 30 ans et cette tranche d'âge constitue la majorité de nos enquêtés.

Quant à l'état civil, nous remarquons que 25 personnes soit 28% sont célibataires, 46 personnes soit 51% sont des mariées ; 11 personnes soit 12% sont divorcées et enfin 8 personnes soit 9% sont des veufs/veuves. La majorité de nos enquêtées sont mariées et cela est justifié par le fait qu'elles ont une grande responsabilité de leurs familles.

**Répartition des enquêtées selon le sexe et le niveau d'étude**

Comme nous l'avons déjà dit, les bénéficiaires de ladite institution sont de sexes différents et ici nous allons voir leur niveau d'étude.

Tableau n°3: Effectif des enquêtées selon le niveau d'étude et le sexe.

N.d'étude Sexe	Sans niveau d'étude	Niveau primaire	Niveau secondaire	Niveau Universitaire	Total
Féminin	4	44	8	2	58
Masculin	3	16	12	1	32
Total	7	60	20	3	90

**Source : Résultat de notre enquête octobre 2021**

D'après ce tableau n°3, nous constatons que, pour 90 personnes enquêtées, 54 personnes du sexe féminin ont un niveau d'étude ; dont 44 personnes ont fait l'école primaire, 8 personnes ont fait l'école secondaire et 2 personnes ont un niveau universitaire.

Parmi 32 personnes du sexe masculin enquêtées, 29 personnes ont un niveau d'étude dont 16 personnes ont un niveau primaire ; 12 personnes ont un niveau secondaire et 1 personne a un niveau universitaire. D'après ce tableau, nous constatons que nos enquêtées ont en général un niveau d'étude plus bas car la concentration est autour du niveau primaire. Cela est justifié par le manque de moyen des membres de ce micro finance de se payer les frais scolaires avant de bénéficier le crédit.

#### **Répartition des enquêtées selon la fonction principale et le sexe.**

Durant notre enquête, nous avons vu que les bénéficiaires de notre institution ont des fonctions différentes. Le tableau ci-après nous montre la répartition des enquêtées selon leurs fonctions principales.

Tableau n°4: Effectif des enquêtées selon la fonction principale et le sexe.

Fonct <sup>o</sup> p <sup>lle</sup> Sexe	Commerçant	Transporteur	enseignant	Autres	Total
Féminin	47	6	3	2	58
Masculin	18	8	4	2	32
Total	65	14	7	4	90

**Source : Résultat de notre enquête octobre 2021**

Il ressort du tableau n°4 que 58 personnes du sexe féminin ; 47 personnes sont commerçantes, 6 personnes sont dans le transport, 3 enseignantes et 2 autres font d'autres fonctions.

Pour le sexe masculin, parmi les 32 personnes enquêtées ; 18 personnes font le commerce, 8 personnes sont dans le transport, 4 personnes sont enseignants et 2 autres font leurs activités.

Comme le montre ce tableau n°7, la majorité de nos répondants sont des commerçants.

#### **Effectif des enquêtées par âge, sexe et par l'objet de demande de crédit.**

Lorsque les clients sollicitent des crédits, il y a toujours le pourquoi de la demande de ce crédit. Le tableau suivant nous montre l'effectif des bénéficiaires par âge, sexe et par leur objet de demande.

Tableau n°5: effectif des bénéficiaires par âge, sexe et par leur objet de demande.

Crédit selon l'objet de demande	SEXE		AGE					TOTAL	
	Fém.	Masc.	18-30	31-40	41-50	51-60	61 et plus	Tot.	Tot en %
Achat véhicule	4	5	2	4	1	2	0	9	10%
Frais scolaire	10	5	7	0	2	1	5	15	17%
Construction	16	4	14	4	2	0	0	20	22%
Investissement	8	8	9	0	3	2	2	16	18%
Commerce	15	9	6	8	5	3	2	24	26%
Autres	5	1	0	2	1	3	0	6	7%
Total	58	32	38	18	14	11	9	90	100%

**Source : Résultat de notre enquête, octobre 2021**



Sur 90 personnes enquêtées, 10% demandent de crédit pour l'achat des véhicules, 26% des enquêtées demandent de crédit pour le commerce.

La construction de maison occupe la 2<sup>e</sup> place avec 22%, et cela est justifié par le fait qu'aujourd'hui le loyer coûte cher, pour cela, tout le monde veut avoir sa propre maison

### Effectif selon la taille du ménage

Tableau n°6: Répartition des bénéficiaires selon la taille de ménage

Taille de ménage	Fréquence	Pourcentage
1 à 5	47	52
6 à 9	25	28
10 au-delà	18	20
TOTAL	90	100

Source : Résultat de notre enquête, en Octobre 2021

De ce tableau nous constatons que 52 % de membres des IMF soit la majorité a une taille de ménage variant entre 1 à 5 personnes. Ceux dont la taille de ménage varie entre 6 à 9 et 10 au-delà sont respectivement de 28% et 20%.

### Avoirs des bénéficiaires en compte de PAIDEK en USD

Pour avoir une idée sur la liquidité de nos enquêtés en compte, nous avons posé la question suivante : « quel est le dernier solde de votre compte? ». Les réponses suivantes ont été proposées.

Tableau n°7 : Avoirs des bénéficiaires en compte en USD

Dernier solde en compte	Fréquence	Pourcentage
≤ 200	13	14
250 à 300	9	10
350 à 400	23	26
450 à 500	11	12
550 à 600	14	16
650 à 700	4	4
750 à 800	9	10
800 au-delà	7	8
TOTAL	90	100

Source : Résultat de notre enquête, en octobre 2021

A travers ce tableau 26% de nos enquêtés ont un solde compris entre 350 à 400 USD, 16% entre 550 à 600 USD et 14%  $\leq 200$  USD ; la tranche de 450 à 500 USD représente 12% de nos enquêtés, tandis que celle de 250 à 300 USD et 750 à 800 USD représentent chacun 10%. La tranche de 850 USD au-delà a un pourcentage de 8% et celle de 650 à 700 USD représente 4%.

### Renseignement sur le crédit reçu

Tableau n°8. Hauteur du crédit reçu en USD

Montant du crédit reçu	Fréquence	Pourcentage
50 à 1000	2	2,22
1500 à 2000	6	6,66
2500 à 3500	8	8,9
4000 à 5000	23	25,6
5500 à 6500	10	11,11
7000 à 8000	15	16,66
8500 à 9500	16	17,77
10000 au-delà	10	11,11
TOTAL	90	100

Source : Résultat de notre enquête, en octobre 2021

A la lecture de ce tableau, nous constatons que la majorité de nos enquêtés soit 25,6% ont reçu le crédit variant entre 4000 à 5000 USD ; 17,7% ont reçu 8500 à 9500 USD ; ont reçu 16,6% le crédit variant entre 7000 à 8000 USD et 11,1 % ont reçu le crédit de 5500 à 6500 USD et 10000 USD au-delà ; le reste de nos enquêtés soit 6,6% et 2,2% ont reçu respectivement le crédit variant entre 1100 à 2000 USD et 50 à 1000 USD.

### Satisfaction des membres

Tableau n°8. Répartition des enquêtés selon la satisfaction des membres

Réponse	Fréquence	Pourcentage
Oui	79	87,8
Non	11	12,2
Total	90	100

Source : Résultat de notre enquête, en octobre 2021.

La majorité de nos enquêtés soit 87,8% confirme la satisfaction des services de PAIDEK ; tandis que 12,2% n'est pas satisfait par les services de ce dernier en évoquant les difficultés suivantes : Taux d'intérêt insupportable, mauvaise procédure de recouvrement, etc...

Tableau N°9 repartitions des enquêtes selon leur satisfaction sur le plan socio-économiques

Réponse	Fréquence	Pourcentage
Oui	87	96,7
Non	3	3,3
Total	90	100

Source : Résultat de notre enquête octobre 2021.

Il nous est révèlé que la majorité de nos enquêtes soit 96,7% sont satisfait sur le plan socio-économiques  
Tableaux N°9. Nombres d'enfant en Age scolaire

	Effectif	Pourcentage
Moins de 3	37	41,1
3 à 6	35	38,9
Plus de 6	18	20
total	90	100

**Source : Résultat de notre enquête, en Octobre 2021.**

Sur 90 personnes enquêtées, 41,1% ont moins de 3 enfants en âge scolaire contre 20% qui en ont plus de 6 .

Tableaux n°11. Nombres d'enfant en âge scolaire et scolarises

	Effectifs	Pourcentage
Moins de3	38	42,2
3 à 6	37	41,1
Plus de 6	15	16,7
Total	90	100

**Source : Résultat de notre enquête, en Octobre 2021**

Nous avons constaté que 42,2% de nos enquêté ont moins de 3 enfants en âges scolaire contre 16,6% de nos enquêtés qui ont plus de 6 enfants scolarisés.

Tableaux n°12. Nombres d'enfant en âge scolaire non scolarises

	Effectifs	Pourcentage
Moins de 3	3	3,3
3 à 6	0	0
Plus de 6	0	0
Aucun	87	96,6
Total	90	100

**Source : Résultat de notre enquête, en Octobre 2021**

Nous remarquons que 96,6% de nos enquêtés n'ont aucun enfant non scolarisés et 3,3% de nos enquêtés ont moins de 3 enfants non scolarisés.

Tableau n°13. Appréciation des services rendus par PAIDEK

Réponse	Effectif	pourcentage
POSITIF	82	91,1
NEGATIF	8	8,8
total	90	100

**Source : Résultat de notre enquête, en octobre 2021**

Au regard de ce tableau nous constatons que 91,1% de nos enquêtes apprécie les services rendue par PAIDEIK contre 8,8% qui ne l'apprécie pas.

## CONCLUSION ET SUGGESTION

C'est par ici que nous jetons l'encre à l'océan étant inscrite dans un domaine vaste de la micro-finance au tour d'un thème intitulé «impact de crédit bancaire sur la vie socio-économique de ce bénéficiaire cas de la PAIDEK/GOMA/NK»

Deux question de la problématique on retenue notre attention :

- Quel est l'appréciation de client de l'IMF PAIDEK face à la colleté de l'épargne du public et l'octroi de crédit a ce clients de la ville de Goma ?
- Quel est l'impact de l'IMF PAIDEK sur le bien être de ces clients de la ville de Goma ?

Suivant la question de la problématique ci-haut évoque nous avons libelle les hypnoses d'une manière suivante :

- Face à la collecte de l'épargne du public et l'octroi de crédit, l'appréciation de crédit de l'IMF PAIDEK serait positive dans la mesure où il déclare réaliser certain projet grâce leurs l'MF
  - L'impact de l'IMF PAIDEK sur le bien être de ce clients serait positive dans la mesure ou les crédits accorde ont permis la réalisation de micro-entreprise, PME et la couverture de besoins ménager
- Nous avons procédé à la méthode statistique et la méthode de questionnaire d'enquête pour récolte et interprète les donnes. Apres analyses et traitement de ces résultats avec le tableau N°8 nous avons remarqué que 87,3% des enquêtes satisfait contre 12,2% non satisfait. Sur le plan socio-économique, le tableau N°9 nous révèle que 96,7% sont satisfait et 3,3% sont non satisfait.

Par le tableau N13 nous constatons que 91,1% de nos enquêtes apprécie les services par PAIDEK contre une minorité de 8,8% qui ne l'apprécie pas, ceux-ci vient confirme nos hypothèses.

A l'issu de ces résultats, nous suggérons ce qui suit :

❖ A la PAIDEK :

La PAIDEK S.A Goma devrait augmenter le montant des crédits de ce membre bénéficiaire commerçant qui représente la majorité

❖ Au membre de la PAIDEK S.A Goma

Epargne et demande le crédit a l'IMF PAIDEK pour répondre à leur besoin socio-économiques

---

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

- Balkenhol B. *Micro finance et politique publique*, éd. PUF, 2009
- BERENBACH. S et CHURCHILL. C, *Règlementation et Supervision des institutions de Micro finance Expérience en Amérique Latine, en Asie et en Afrique*, le Réseau MF, 1997, Blondeau. N, *La micro finance. Un outil de développement durable*, 2005
- BOYE. S, *Le guide de micro finance, microcrédit et épargne pour développement*, édition d'organisation, Paris 2006
- Campion. A et Frankiewicz. C, *Guide de la gouvernance efficace des institutions de micro finance, Réseau Micro finance*, 1999,
- Churchill. C et COSTER. D, *Manuel de Gestion des risques en Micro finance*, care, 2001
- GRAWITZ M. *Méthode des sciences sociales*, 11<sup>ème</sup> Edition, Dalloz, paris, 1990.
- KAMBALE KIGHOMA B. *La passion du métier de finance inclusive. « L'expérience du professionnel de la micro finance »*, éditions Universitaires Européennes, 2020
- Khandker, Shahidur R. *Fighting Poverty with Microcredit*, Bangladesh edition, the University Press Ltd, Dhaka, 1999
- LHERIAU L. *Précis de réglementation de la micro finance*, Cedex, Paris, 2009.
- Micro Rate, *Indicateurs de performance pour les institutions micro finance, Guide technique*, 2<sup>e</sup> édition, Washington D.C, 2003
- Muhammad Yunus, *un monde sans pauvreté « les banquiers des pauvres »* Paris, cedex 06, 2007
- Pierre-André Julien, Les PME ; *Bilan et perspective*, éd. Economica, 1994.

### THESES ET MEMOIRES

- Clara. ATALLAH, *Micro finance : Quelques perspectives de développements pour les IMF. Cas du Maroc*, Mémoire de recherche – cycle Grande Ecole, Mai 2009
- NIZAR LAARIF, *Les déterminants de taux d'intérêt en micro finance ; le cas de l'Afrique subsaharienne*, Mémoire présente à l'Université de Québec, Novembre 2011
- Pascal Blaise KADIEBU, *Conception et réalisation d'une base des données pour la gestion des microcrédits à impact visible*, mémoire défendue à l'Université de Notre-Dame du Kasayi, 2008.
- Rigaud LUSAKU, *Une institution de micro finance dans la lutte contre la pauvreté, cas de la CAMEC/LUKALA*, 2008
- SANDRA KENDO, *La consolidation en micro finance : le cas africain*, thèse pour le doctorat ès sciences économique, Université de LORRAINE, décembre 2014
- ZAIED MAHER, *La micro finance entre la performance sociale et la PF ; Analyse théorique et emprunt*, thèse de Doctorat, Université de Sousse/TUNISIE, 2018-2019

### Autres documents

- B I T, « Bureau international du travail » résolution 127, 1966, page 83
- Centre Warlas, Equipe de recherche, *Exclusion et liens financiers*, Rapports annuels, 2011
- Interview accordée à Adrien INEZA, Agent de la Banque Centrale du Congo, Bureau de Goma, en date du 17 juin, 2020.

Wood, Donna, (1991) « Corporate Social Performance Revisited. Academy of Management Review, 16(4), 691 718.

**Webographie**

<https://fr.m.wikipedia.org>.

[www.microfinance.org](http://www.microfinance.org).

[www.Wikipedia.Org](http://www.Wikipedia.Org)

[www.Planetfinance.org](http://www.Planetfinance.org)